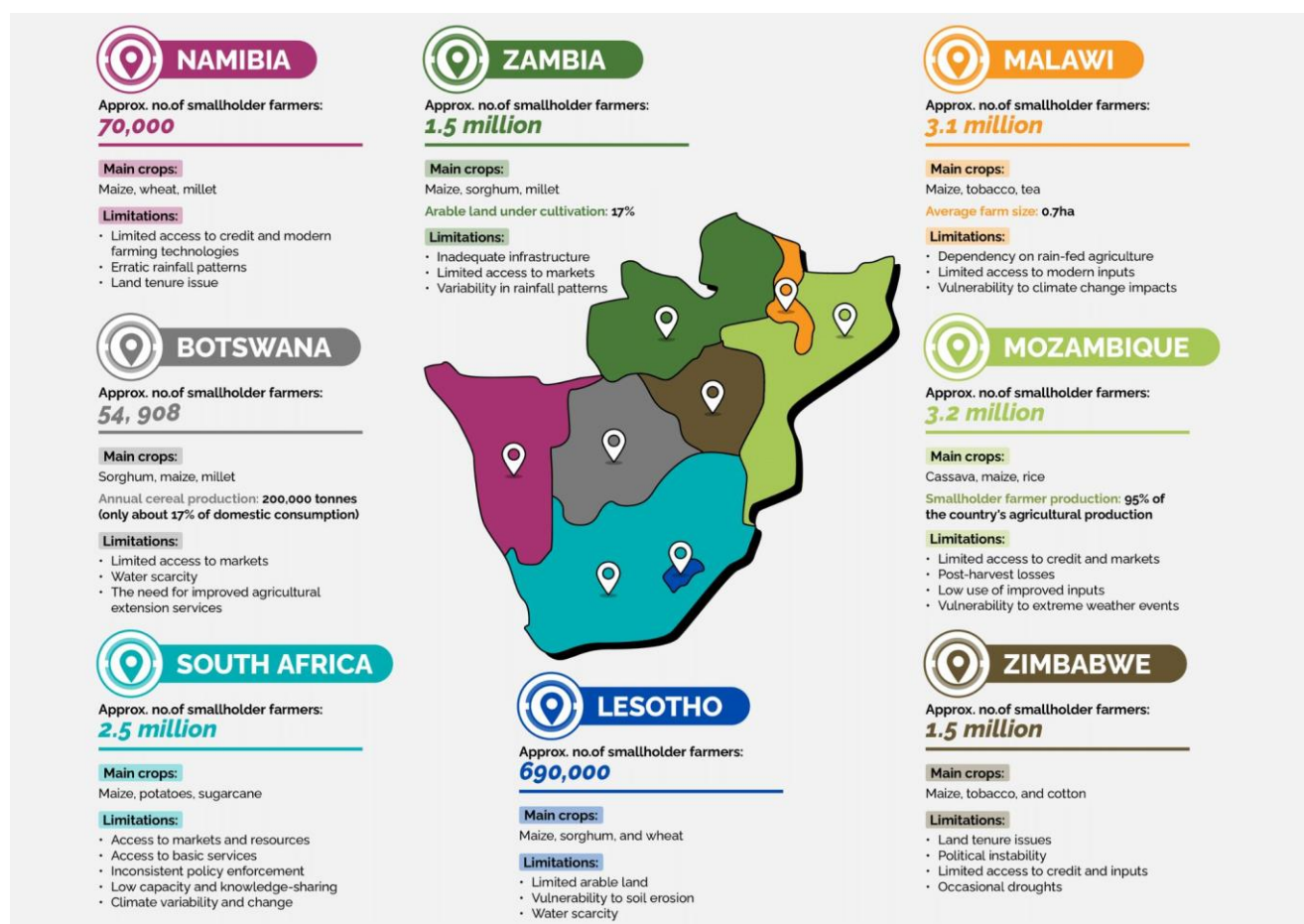


BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 24 au 31 octobre au 2025

Les petits exploitants agricoles, acteurs clés de la sécurité alimentaire en Afrique australe



Source : Legion Exim

En Afrique australe, les petits producteurs jouent un rôle central dans la sécurité alimentaire. En exploitant de petites surfaces, souvent pour leur subsistance, ces producteurs font néanmoins face à de nombreuses contraintes, aussi bien climatiques, techniques que structurelles.

Retour des grandes banques occidentales dans le système financier angolais

Le secteur bancaire angolais a franchi en octobre 2025 une étape majeure de sa réintégration dans les circuits financiers internationaux avec la conclusion de deux accords stratégiques.

La Standard Bank Angola (SBA) est devenue la première banque du pays à rétablir officiellement la présence des banques américaines dans le système financier national, après avoir obtenu l'approbation de J.P Morgan pour l'ouverture de comptes correspondants en dollars et en euros. Cet accord, fruit de deux ans de négociations et de procédures de conformité, met fin à une interruption de près d'une décennie consécutive aux restrictions imposées en 2015 pour des raisons de transparence et de lutte contre le blanchiment.

Dans le même mouvement, la Banco de Fomento Angola (BFA) a conclu un partenariat similaire avec Deutsche Bank, devenant ainsi la première banque angolaise à rétablir des relations de correspondance bancaire directe avec une institution européenne depuis le retrait généralisé des correspondants occidentaux. L'accord permettra de sécuriser les transactions en devises et de renforcer la capacité du secteur à opérer selon les standards internationaux de conformité et de supervision.

Ces deux avancées concomitantes illustrent le retour progressif de la confiance des grandes institutions financières occidentales dans la solidité et la transparence du système bancaire angolais, tout en renforçant la position du pays sur la voie d'une normalisation complète de ses relations financières internationales.

Sommaire:

Afrique australe

- Révisions du cadre des institutions multilatérales : un potentiel supplémentaire de 600 à 800 Md USD de prêts souverains pour les banques de développement africaines

Afrique du Sud

- Lancement d'un appel à manifestations d'intérêts (RFI) pour la participation du secteur privé dans le transport ferroviaire de passagers (Gouvernement sud-africain)
- Forte contestation autour du renouvellement des baux du terminal pétrolier du port de Durban (MoneyWeb)
- L'Afrique du Sud lance un Fonds de 135 M USD pour lutter contre le chômage des jeunes
- Négociations commerciales : Cyril Ramaphosa exprime un optimisme prudent concernant les négociations commerciales avec les États-Unis
- Le conflit social concernant l'avenir d'Arcelor Mittal South Africa (AMSA) s'envenime (Business Day)

Angola

- Sommet de Luanda : le continent s'unit pour financer son avenir
- Retour des grandes banques occidentales dans le système financier angolais
- L'Angola candidat au rachat de De Beers via Endiama
- L'Angola introduira les allocations chômage à partir de 2027

Malawi

- Le Malawi interdit l'exportation de minéraux non transformés (Agence Ecofin)
- Le FMI attendu pour discuter d'un nouveau programme économique (RMB)

Namibie

- La présidente namibienne Nandi-Ndaitwah limoge son ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (Reuters)
- Changement de cap après le remboursement de l'Eurobond de 750 M USD

Zambie

- Un accord possible pour éviter l'arbitrage avec Afreximbank (CNBC)
- Le ralentissement de l'inflation se confirme en octobre (ZamStats)

Afrique australe

Révisions du cadre des institutions multilatérales : un potentiel supplémentaire de 600 à 800 Md USD de prêts souverains pour les banques de développement africaines

Dans son rapport *Supranationals 2025*, S&P a annoncé que les révisions du cadre pour les institutions de prêt multilatérales pourraient augmenter les ratios de capital ajustés au risque de 10%, libérant ainsi entre 600 et 800 Md USD de capacité de prêt souverain supplémentaire pour les banques de développement africaines. Ces révisions permettront aux banques de prêter davantage tout en maintenant leur solidité financière. La Banque africaine de développement (BAD), la Banque de développement de l'Afrique de l'Est (EADB), l'ATI et la BADEA sont identifiées comme des acteurs clés. S&P prévoit une augmentation des prêts régionaux pour combler les lacunes de financement, notamment dans les secteurs du climat et des infrastructures.

Afrique du Sud

Lancement d'un appel à manifestations d'intérêts (RFI) pour la participation du secteur privé dans le transport ferroviaire de passagers (Gouvernement sud-africain)

La ministre sud-africaine des Transports, Barbara Creecy, a annoncé le 26 octobre 2025 le lancement d'un appel à manifestations d'intérêt (Request for Information - RFI) jusqu'au 15 décembre pour des projets de participation du secteur privé dans le transport ferroviaire de passagers actuellement géré par l'entreprise publique nationale PRASA. Cette initiative marque une étape clé dans

la mise en œuvre de la National Rail Policy (2022) et du *Freight Logistics Roadmap*, qui visent à moderniser et ouvrir progressivement les secteurs ferroviaire et portuaire à la participation privée.

Le nouveau RFI invite le secteur privé à contribuer à plusieurs projets structurants : la mise en place d'un système de billetterie intelligente intermodale "*tap-and-go*", la modernisation des dépôts de trains de Braamfontein et Wolmerton (Gauteng), la valorisation du réseau de fibre optique de PRASA, le développement de trains interrégionaux rapides reliant notamment Johannesburg, Durban et Polokwane, ainsi que la location et la gestion du parc de trains neufs et anciens produits à l'usine Gibela de Nigel (coentreprise contrôlée par Alstom).

Ces RFIs ne constituent pas des appels d'offres, mais une étape préparatoire avant la publication de Requests for Proposals (RFP). L'objectif est de sonder le marché pour identifier des solutions innovantes pour améliorer la fiabilité, la connectivité numérique et l'efficacité du réseau permettant de développer un modèle d'investissement durable et d'atteindre 600 millions de trajets passagers par an d'ici 2030.

Pour rappel, PRASA s'est effondrée en 2020 pendant la pandémie de Covid-19 après que des pillards ont vandalisé la plupart de ses 580 stations et volé les lignes électriques alimentant les trains, rendant environ 95 % de son réseau inutilisable. En 2024/25, PRASA a transporté 77 millions de passagers et 35 de ses 40 corridors de passagers avaient été remis en service. La ministre Creecy a aussi annoncé les résultats du premier RFI sur le fret portuaire

et ferroviaire lancé en mars 2025. Ce dernier a suscité 162 réponses d'entreprises dont 52 émanent de 12 pays étrangers (dont France) confirmant le fort intérêt du secteur privé et notamment de firmes internationales. Les premiers RFP devraient être publiés avant la fin de 2025, suivis de trois autres au premier semestre 2026. La Development Bank of Southern Africa (DBSA) et le Trésor national piloteront la mise en œuvre du dispositif de participation privée (PSP Unit).

Forte contestation autour du renouvellement des baux du terminal pétrolier du port de Durban (MoneyWeb)

La ministre sud-africaine des Transports, Barbara Creecy, fait face à une vive contestation après avoir renouvelé, pour 25 ans, les baux d'exploitation des installations de stockage de carburant du Transnet Island View Precinct (IVP) dans le port de Durban, en faveur de grands groupes pétroliers nationaux et internationaux tels que Bidvest Tank Terminals, Vopak, Engen, TotalEnergies, Sasol ou Astron Energy. Ces renouvellements, autorisés via l'article 79 de la National Ports Authority Act, permettent de contourner les appels d'offres classiques au nom de « l'intérêt national ».

Plusieurs acteurs *Black Economic Empowerment* (BEE) dénoncent une exclusion du processus de consultation et une atteinte aux politiques de transformation économique. Ils réclament une révision complète du processus, estimant que la part réservée à l'entité publique *Central Energy Fund* (CEF) – 15 % des capacités, portée à 30 % sur dix ans – reste insuffisante pour assurer une

participation significative des opérateurs noirs émergents.

Le ministre des Ressources minérales et pétrolières, Gwede Mantashe, a également exprimé son mécontentement, jugeant « inacceptable » que la transformation du secteur se limite à un partage symbolique avec la CEF. Les commissions parlementaires du Commerce, de l'Industrie et des Transports ont demandé des consultations supplémentaires avant toute action judiciaire.

Barbara Creecy défend sa décision, estimant qu'elle garantit la sécurité d'approvisionnement en carburant, favorise les investissements à long terme et permettra, via la CEF, d'ouvrir progressivement l'accès des infrastructures à de nouveaux acteurs. Cette controverse met en lumière la tension persistante entre ouverture nécessaire aux capitaux étrangers et volonté de nombreux acteurs nationaux de prendre une part grandissante dans le secteur énergétique.

L'Afrique du Sud lance un Fonds de 135 M USD pour lutter contre le chômage des jeunes

L'Afrique du Sud lancera vendredi un Fonds pour la jeunesse de 2,5 Mds ZAR (135 M USD) pour lutter contre le chômage des jeunes, qui touche près de la moitié des 15-34 ans. Ce fonds, géré par l'Agence nationale pour le développement de la jeunesse (NYDA), soutiendra les PME dirigées par des jeunes avec des investissements en capital et des prêts allant de 750 000 à 2 M ZAR. Il ciblera des secteurs stratégiques comme les énergies renouvelables, les mines, l'agriculture et la fabrication industrielle, avec l'ambition de faire émerger des entreprises durables et potentiellement cotées à la Bourse de Johannesburg (JSE).

Négociations commerciales : Cyril Ramaphosa exprime un optimisme prudent concernant les négociations commerciales avec les États-Unis

Lors de sa visite d'État en Suisse, le président Cyril Ramaphosa a exprimé un optimisme mesuré concernant les négociations commerciales en cours avec les États-Unis, désormais à l'étape de la rédaction des textes - un jalon clé pour formaliser les accords bilatéraux. Les discussions visent à annuler les droits de douane imposés par le président Donald Trump sur les exportations sud-africaines (30%), notamment dans les secteurs de l'automobile et des agrumes, qui menacent l'emploi et la production industrielle.

Le conflit social concernant l'avenir d'Arcelor Mittal South Africa (AMSA) s'envenime (*Business Day*)

Le syndicat NUMSA (National Union of Metalworkers of South Africa) a appelé le gouvernement à nationaliser AMSA, filiale sud-africaine du géant sidérurgique luxemburgo-indien Arcelor Mittal et principal producteur d'acier du continent, après la suppression de près de 4 000 emplois sur ses sites de Newcastle et Vereeniging. La décision du groupe, motivée par des conditions économiques défavorables, des problèmes logistiques et énergétiques, ainsi qu'une concurrence accrue des importations chinoises à bas coût, a été suspendue par le Tribunal du travail le 21 octobre, qui a ordonné la réintégration temporaire des employés et la reprise des consultations avec le syndicat.

NUMSA, dirigé par Irvin Jim, dénonce une procédure « unilatérale » et exhorte la Présidence, le Department of Trade, Industry and Competition (DTIC) et l'Industrial Development Corporation (IDC)

à intervenir pour éviter les licenciements et préserver les capacités industrielles locales. En cas d'échec, le syndicat menace de demander la mise d'AMSA sous administration judiciaire (*business rescue*). Face à des pertes cumulées estimées à 1,7 Md ZAR (85 M EUR) depuis 2023, AMSA avait annoncé en janvier 2025 la mise en veille de ses activités d'acier long, après plusieurs mois de tentatives infructueuses de redressement et malgré un fort soutien public – un financement de 1,7 Md ZAR (85 M EUR) d'IDC et plus de 400 M ZAR (20 M EUR) de subventions salariales.

NUMSA estime désormais que la nationalisation du groupe est la seule option viable pour sauvegarder l'emploi, relancer la production locale et soutenir la politique de réindustrialisation du pays. De nombreuses discussions avec le gouvernement sud-africain et les parties prenantes (Eskom, Transnet, IDC...) ont déjà eu lieu et n'ont pas pour l'instant permis de trouver une solution à long-terme. Alors qu'une offre allant jusqu'à 7 Mds ZAR (340 M EUR) avait été évoquée, ArcelorMittal jugerait le montant insuffisant. L'IDC qui détient actuellement 8,2 % du capital de l'entreprise pourrait proposer une offre de 8 Mds ZAR (400 M EUR) incluant la dette d'AMSA.

Angola

Retour des grandes banques occidentales dans le système financier angolais

Le secteur bancaire angolais a franchi en octobre 2025 une étape majeure de sa réintégration dans les circuits financiers internationaux avec la conclusion de deux accords stratégiques. La *Standard Bank* Angola (SBA) est devenue

la première banque du pays à rétablir officiellement la présence des banques américaines dans le système financier national, après avoir obtenu l'approbation de J.P. Morgan pour l'ouverture de comptes correspondants en dollars et en euros. Cet accord, fruit de deux ans de négociations et de procédures de conformité, met fin à une interruption de près d'une décennie consécutive aux restrictions imposées en 2015 pour des raisons de transparence et de lutte contre le blanchiment.

Dans le même mouvement, la *Banco de Fomento Angola* (BFA) a conclu un partenariat similaire avec *Deutsche Bank*, devenant ainsi la première banque angolaise à rétablir des relations de correspondance bancaire directe avec une institution européenne depuis le retrait généralisé des correspondants occidentaux. L'accord permettra de sécuriser les transactions en devises et de renforcer la capacité du secteur à opérer selon les standards internationaux de conformité et de supervision.

Ces deux avancées concomitantes illustrent le retour progressif de la confiance des grandes institutions financières occidentales dans la solidité et la transparence du système bancaire angolais, tout en renforçant la position du pays sur la voie d'une normalisation complète de ses relations financières internationales.

L'Angola candidat au rachat de De Beers via Endiama

L'entreprise publique angolaise Endiama a officiellement présenté une offre pour acquérir la participation majoritaire d'Anglo American dans De Beers, valorisée à environ 4,9 Mds USD. Cette démarche stratégique vise à permettre à l'Angola d'intégrer la chaîne de valeur mondiale du diamant, au-delà de son rôle traditionnel de producteur.

L'opération, si elle aboutit, renforcerait la position régionale de Luanda face au Botswana, déjà actionnaire de De Beers, tout en consolidant le partenariat technique existant entre Endiama et le groupe. L'enjeu financier est toutefois majeur : l'Angola devra éviter d'alourdir sa dette publique et privilégier un financement mixte mobilisant capitaux privés et investisseurs institutionnels.

Au-delà de l'aspect financier, la réussite de l'opération dépendra de la gouvernance : Endiama devra obtenir des garanties en matière de transfert de compétences, de création d'emplois locaux et de transparence. Cette offre illustre la volonté de l'Angola de se repositionner comme un acteur clef de la gouvernance mondiale du diamant, tout en conciliant ambition industrielle et prudence budgétaire.

L'Angola introduira les allocations chômage à partir de 2027

L'Angola prévoit de mettre en œuvre, dès 2027, un système d'allocations chômage, a annoncé Samuel Mulaza, administrateur de l'Institut national de la sécurité sociale (INSS). Cette mesure marquera une avancée majeure dans la politique de protection sociale du pays.

Le dispositif visera à soutenir les travailleurs en situation de chômage involontaire, leur garantissant une aide temporaire jusqu'à leur réinsertion professionnelle. Pour assurer la viabilité financière du système, l'INSS envisage de relever le taux global de cotisation de 11 % à 15 %, réparti entre salariés (de 3 % à 5 %) et employeurs (de 8 % à 10 %).

Sa réussite dépendra toutefois d'une formalisation accrue du marché du travail, les recettes de la sécurité sociale reposant essentiellement sur les cotisations. L'initiative s'inscrit dans le plan stratégique 2023-2027 de l'INSS, qui vise à étendre la couverture de protection sociale à plus de deux millions de travailleurs.

Si cette réforme est saluée pour son ambition, plusieurs observateurs soulignent que la hausse des contributions devra s'accompagner d'une meilleure gouvernance et d'une transparence renforcée dans la gestion des fonds publics.

Malawi

Le Malawi interdit l'exportation de minéraux non transformés (Agence Ecofin)

Le nouveau président du Malawi Peter Mutharika a signé un décret interdisant l'exportation de minerais bruts. Cette mesure vise selon lui à renforcer la création de valeur ajoutée nationale et à faire du secteur minier un levier clé de croissance, appelé à représenter jusqu'à 10 % du PIB d'ici 2063, contre 0,7 % en 2023, selon la Banque mondiale.

L'interdiction s'applique à tous les minéraux extraits dans le pays — notamment l'uranium, les terres rares (Songwe Hill) et le graphite (Kasiya) — sauf s'ils font l'objet d'un traitement, raffinage ou pré-transformation sur le sol malawite. La société australienne Lindian Resources a ainsi précisé que son projet de terres rares de Kangankunde restait conforme à la nouvelle réglementation, grâce à une première étape de transformation en concentré avant exportation.

Le Malawi suit ainsi la tendance continentale amorcée par des pays comme le Zimbabwe avec le lithium, qui imposent la transformation locale des ressources minières pour remonter la chaîne de valeur. Si cette politique peut favoriser

l'industrialisation et la montée en gamme de la filière minière, elle soulève aussi des défis majeurs — notamment en matière de capacité technique et d'attractivité pour les investisseurs étrangers.

Le FMI attendu pour discuter d'un nouveau programme économique (RMB)

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) se rendra prochainement au Malawi pour négocier un nouveau programme de soutien, alors que le président Peter Mutharika cherche une aide financière urgente pour stabiliser une économie fragilisée par l'endettement, les déséquilibres budgétaires et le manque de devises.

Le ministre des Finances, Joseph Mwanamvekha, a écarté toute dévaluation du kwacha à court terme, estimant qu'elle pénaliserait les plus pauvres sans résoudre les problèmes d'offre. Le FMI a qualifié les échanges avec les autorités malawites de « productifs » et s'est dit disposé à appuyer les réformes économiques du pays.

Namibie

La présidente namibienne Nandi-Ndaitwah limoge son ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (Reuters)

La Présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah a annoncé, le dimanche 26 octobre, le limogeage sans préavis du ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (MIME), également vice-Premier ministre, Natangue Ithete. Selon un communiqué ultérieur de la Présidence, cette décision aurait été motivée par le non-respect d'instructions présidentielles : le ministre aurait prolongé plusieurs licences d'exploration pétrolière

sans l'accord de la Cheffe de l'État. M. l'ithete conserve toutefois son siège de député.

C'est la deuxième fois depuis son investiture, le 21 mars 2025, que Mme Nandi-Ndaitwah écarte un membre de son gouvernement. Le précédent concernait le ministre de l'Agriculture, démis peu après sa nomination en raison d'accusations de viol sur mineure. La Présidente a d'abord annoncé qu'elle assumerait elle-même l'intérim du MIME, suscitant de vives réactions de l'opposition.

Face à la polémique, la Cheffe de l'État a finalement confié l'intérim du ministère au ministre de la Défense M. Kapofi, tandis que la vice-ministre Gaudentia Kröhne reste en poste. Cette polémique fait écho à la gestion du portefeuille des industries émergentes du pétrole et du gaz qui relève directement du bureau de la Présidente.

Changement de cap après le remboursement de l'Eurobond de 750 M USD

La Namibie a annoncé qu'elle privilégierait désormais les marchés locaux pour financer ses besoins d'emprunt à court terme, après avoir récemment remboursé son plus gros Eurobond, d'un montant de 750 M USD, émis en 2015. La ministre des Finances, Ericah Shafudah, a précisé que le pays ne prévoyait pas d'émettre de nouveaux Eurobonds pour le moment. 85 % du financement de la Namibie est désormais assuré par le marché domestique, tandis que 15 % est constitué de dette externe, dont 90 % est libellée en rands sud-africains.

Le remboursement de cet Eurobond a été principalement financé localement, 444 M USD provenant d'un fonds de rachat

géré par la banque centrale, et 306 M USD ayant été levés auprès de prêteurs locaux, tels que *Standard Bank Namibia*, *First National Bank Namibia*, et *Bank Windhoek*, en partenariat avec Absa.

Cette décision fait partie d'une tendance observée chez plusieurs pays africains, qui préfèrent se tourner vers leurs marchés locaux en raison de l'incertitude sur les taux d'intérêt mondiaux et de la volatilité géopolitique. Selon S&P Global, les émissions de dettes gouvernementales dans les pays émergents ont chuté de 16 % par rapport à 2023, et restent environ un tiers inférieures aux niveaux de 2024. Le risque réside dans la concentration des dettes publiques dans les banques locales, un phénomène qui pourrait fragiliser ces institutions et limiter l'accès au crédit.

Zambie

Un accord possible pour éviter l'arbitrage avec Afreximbank (CNBC)

La Zambie pourrait éviter un arbitrage avec la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) concernant une restructuration de dette contestée. Cette évolution fait suite à des discussions récentes lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale. Le secrétaire du Trésor, Felix Nkulukusa, a révélé qu'une tierce partie, ayant approché Afreximbank en août, a exprimé son intérêt pour la subrogation de la dette. La Zambie a répondu positivement, acceptant un acte de cession pour transférer la dette à cette tierce partie, permettant ainsi sa restructuration selon le principe de comparabilité de traitement. Bien qu'Afreximbank ait précédemment indiqué son intention de recourir à l'arbitrage, la banque n'a pas encore commenté cette nouvelle évolution.

Le ralentissement de l'inflation se confirme en octobre (ZamStats)

Selon l'Agence nationale de la statistique de Zambie (ZamStats), l'inflation annuelle est retombée à 11,9 % en octobre, contre 12,3 % en septembre, son niveau le plus bas depuis août 2023 (10,9 %), et légèrement inférieur aux prévisions (12,0 %). La baisse est généralisée, touchant à la fois les produits alimentaires et non alimentaires. L'inflation alimentaire a ralenti à 14,1 %, contre 14,6 % le mois précédent, portée par une chute de 28,9 % des prix du maïs. L'inflation hors alimentation a également reculé, à 8,7 % (contre 9,0 %), soutenue par une baisse moyenne de 14,8 % des prix du carburant à la pompe.

Face à ce ralentissement, plusieurs analystes anticipent que le Comité de politique monétaire abaissera son taux directeur de 100 points de base, à 13,5 %, lors de sa prochaine réunion prévue le 12 novembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr